

*Canadian Economic History*, par W.-T. Easterbrook et Hugh-G.-J. Aitken. Un vol., 6½ po. x 9½, relié, 606 pages. — Macmillan, Toronto, 1956. (\$6.50)

François-Albert Angers

Volume 34, numéro 4, janvier–mars 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001439ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001439ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Angers, F.-A. (1959). Compte rendu de [*Canadian Economic History*, par W.-T. Easterbrook et Hugh-G.-J. Aitken. Un vol., 6½ po. x 9½, relié, 606 pages. — Macmillan, Toronto, 1956. (\$6.50)]. *L'Actualité économique*, 34(4), 705–706. <https://doi.org/10.7202/1001439ar>

capitiaux et les hommes se déplacent, et le Japon comme modèle de croissance close.

La dernière partie de l'ouvrage est, à notre avis, celle qui lui donne sa réelle valeur. Un premier chapitre traite des objectifs internes et externes du développement; formation des hommes et du milieu social, intégration de l'économie, diversification de l'économie, tendance vers une spécialisation du commerce extérieur de ces pays, moins dangereuse que celle qui existe actuellement. Il est assez surprenant de voir que, selon une étude du G.A.T.T., les perspectives d'exportations de produits primaires sont bonnes. Ceci signifierait qu'il apparaîtrait plus à propos de modifier la spécialisation actuelle des pays sous-développés, plutôt que de la changer complètement. Un chapitre suivant est consacré à l'étude du cadre dans lequel doit s'effectuer le développement. L'auteur examine le rôle du nationalisme dans le développement, ainsi que les chances de succès d'une coopération régionale, telle que le plan de Colombo. Seule une politique mondiale lui apparaît comme étant en mesure de résoudre le problème.

Barre termine en étudiant les diverses politiques qui concourent au développement économique. La politique d'investissement, la politique agricole, la politique monétaire, la politique financière et la politique des échanges extérieurs sont passées en revue par l'auteur, ce qui lui fournit l'occasion de présenter des suggestions intéressantes. Il semble cependant plutôt pessimiste quant au succès éventuel des moyens employés présentement pour essayer de résoudre le problème. Ses observations l'ont conduit à la conclusion suivante: «La conjonction des techniques modernes et du capital étranger n'accélérera pas le développement. Il est le résultat d'un processus de transformation des structures économiques, sociales, politiques et mentales, qui ne peut s'accomplir en un temps bref. Il suppose que dans l'économie en voie de développement, la volonté de développement soit animée par une élite sociale et politique courageuse, qui s'assigne pour règle d'action la constitution du capital productif.» Bernard Bonin

**Canadian Economic History**, par W.-T. EASTERBROOK et HUGH-G.-J. AITKEN. Un vol., 6½ po. × 9½, relié, 606 pages. — MACMILLAN, Toronto, 1956. (\$6.50).

Les auteurs du présent ouvrage ne prétendent pas offrir au public une étude historique vraiment originale. «Ce livre, précisent-ils eux-mêmes dans la préface, ne vise à rien d'autre qu'à exposer simplement les principaux événements et développements de l'histoire économique du Canada, choisis et arrangés de façon à les rendre significatifs pour le lecteur intéressé». Ils ont atteint leur objectif, tout en fournissant suffisamment de détails pour que leur ouvrage constitue un utile instrument de référence à quiconque voudrait, à un moment donné, se replacer rapidement dans la perspective historique de tel ou tel de nos problèmes économiques.

L'histoire qui se dégage de l'œuvre est celle d'un Canada presque tout entier dominé, dans son évolution économique, par l'influence directe ou indirecte d'un seul produit: morue, fourrure, bois d'œuvre ou blé. D'un Canada aussi complètement dominé par sa position coloniale et dont les ressources naturelles et

l'outillage nécessaire pour les mettre en valeur (canaux, chemins de fer, ports, etc.) ne sont exploités qu'en fonction d'abord des besoins des deux métropoles (France et Angleterre), puis du puissant voisin américain. Comme dans la plupart des livres d'histoire, les perspectives sont cependant quelque peu faussées par l'importance plus grande qui est donnée, en volume, aux événements du plus lointain passé.

Sur 600 pages, le présent ouvrage en consacre 160 à la période 1608-1760 et 220 à la période 1760-1867, mais pas davantage à la période 1867-1957 qui est évidemment celle pendant laquelle le Canada a connu ses plus prodigieux développements. Bien plus, les 220 pages de cette dernière partie sont en bonne part consacrées à l'histoire des chemins de fer transcontinentaux et du système monétaire et bancaire. Si bien que le développement industriel du Canada au cours du XX<sup>e</sup> siècle se trouve expédié en 43 pages.

L'étude des situations pendant la période de rivalité entre la France, l'Angleterre et l'Espagne en Amérique du Nord donne lieu à la formulation d'une thèse qui ne manque ni de piquant ni d'actualité. À savoir qu'en France comme en Espagne, ce seraient les trop grands succès d'une politique économique interventionniste qui expliqueraient les insuccès de l'aventure coloniale, alors que l'Angleterre devrait son triomphe et son accession au rang de grande puissance industrielle et coloniale à l'échec même de l'État dans sa tentative d'assurer son hégémonie économique (pp. 17 et 209). Voilà un sujet en or pour une thèse de doctorat en sciences économiques en ce deuxième quart du XX<sup>e</sup> siècle, en plein milieu d'un conflit entre une ère capitaliste-libérale, apparemment à son apogée, et la montée des idéologies et des réalisations interventionnistes.

François-Albert Angers

**World Economic Survey 1957**, par le DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIQUE ET DES QUESTIONS SOCIALES (NATIONS-UNIES). Un vol., 8½ po. × 11, broché, 227 pages. — NATIONS-UNIES, New-York, 1958. (\$2.50).

Ce rapport annuel pour l'année 1957 est le dixième d'une série publiée par les Nations-Unies sur la situation économique dans le monde. Il est préparé dans le but de fournir au comité économique et social et aux autres organismes des Nations-Unies des données leur permettant de prendre position en matière économique et aussi pour répondre aux besoins du public.

Pour la troisième année consécutive, le rapport renferme une étude sur une question économique d'intérêt général. En 1955, l'étude portait sur le développement de la production et du commerce à travers le monde au cours de la première décennie d'après-guerre; en 1956, les problèmes de la balance des paiements faisaient l'objet de l'étude et, cette année, c'est de l'inflation qu'il s'agit.

L'étude de cette année s'appuie non seulement sur des données qui ont déjà fait l'objet de publications, mais aussi sur les réponses des gouvernements à un questionnaire sur l'inflation envoyé par le secrétaire général en octobre 1957.

Le chapitre servant d'introduction à l'étude sur l'inflation qui constitue la première partie du rapport, dégage les causes propres et les caractères particuliers